



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/40/505*
S/17359*
2 août 1985

ORIGINAL : FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarantième session
Points 22, 132 et 133 de l'ordre
du jour provisoire**
LA SITUATION AU KAMPUCHEA
DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT
DU BON VOISINAGE ENTRE ETATS
REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS
ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE
Quarantième année

Lettre datée du 25 juillet 1985, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, pour information, la déclaration publiée le 6 juillet 1985 par la partie Kampuchea démocratique pour réaffirmer sa position sur un certain nombre de questions importantes (voir annexe).

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 22, 132 et 133 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du
Kampuchea démocratique,

(Signé) THIOUNN Prasith

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

** A/40/150.

ANNEXE

Déclaration publiée le 6 juillet 1985 par la partie
Kampuchea démocratique pour réaffirmer sa position
sur un certain nombre de questions importantes

Les 5 et 6 juillet 1985, s'est tenue une réunion de cadres de l'Armée nationale du Kampuchea démocratique et de cadres du Kampuchea démocratique oeuvrant dans tous les domaines et provenant de toutes les régions du pays. Après avoir fait le point de la lutte du peuple kampuchéen et débattu des mesures à prendre sur tous les plans pour poursuivre victorieusement le combat sur le terrain, la réunion a adopté une déclaration, dont le texte figure ci-après, réaffirmant pour les amis proches ou lointains, situés dans le monde entier, la position de la partie Kampuchea démocratique sur un certain nombre de questions importantes.

1. LA SOLUTION DU PROBLEME DU KAMPUCHEA

La communauté internationale sait déjà de quoi il retourne. Le problème du Kampuchea a été créé par le Viet Nam, qui a envoyé plusieurs centaines de milliers d'hommes pour envahir le Kampuchea en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, des principes du Mouvement des pays non alignés et du droit international.

Le Kampuchea, petit pays faiblement peuplé, n'a aucunement le désir de faire la guerre. Il lui faut la paix pour édifier la nation et améliorer le niveau de vie de la population. Toutefois, face aux actes d'agression du Viet Nam, le peuple kampuchéen a été contraint de lutter pour défendre sa nation, son territoire et sa race.

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté au cours des six dernières années, à une majorité écrasante, des résolutions dans lesquelles elle demandait le retrait total des troupes étrangères, notamment des troupes vietnamiennes, du Kampuchea pour laisser le peuple kampuchéen décider de son propre destin au moyen d'élections menées sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies. Cependant le Viet Nam refuse de se conformer à ces résolutions.

La position de la partie Kampuchea démocratique, de même que celle du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, est que le problème du Kampuchea doit être résolu sur la base des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

En outre, la partie Kampuchea démocratique, de même que le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique a toujours été disposée à examiner tous les moyens susceptibles de permettre une solution politique du problème du Kampuchea, de manière à ce que le Viet Nam retire toutes ses forces d'agression du pays. C'est pourquoi nous n'avons jamais rejeté l'idée de négociations avec le Viet Nam.

Toutefois, si le Viet Nam persiste obstinément à mener une guerre d'agression, il n'y a d'autre issue pour le peuple kampuchéen que de poursuivre sa lutte jusqu'à ce que les agresseurs vietnamiens acceptent une solution politique en retirant toutes leurs forces du Kampuchea.

L'évolution de la situation au cours de la septième saison sèche qui vient de s'achever et la poursuite de la lutte du peuple kampuchéen au cours des sept dernières années montrent à l'évidence que plus le Viet Nam recourt à une solution militaire du problème du Kampuchea et plus il s'enfoncé, plus il refuse le retrait total de ses forces d'agression du Kampuchea, plus il épuise son énergie et plus il s'enlise tant dans les zones de combat du Kampuchea que chez lui.

2. RAFLE DE PLUSIEURS CENTAINES DE MILLIERS DE KAMPUCHEENS, QUE LE VIET NAM A ENVOYES SE FAIRE TUER SUR LE CHAMP DE BATAILLE OCCIDENTAL, ET INSTALLATION DE COLONS VIETNAMIENS POUR PILLER LES TERRES KAMPUCHEENNES

La communauté mondiale est au courant du crime de génocide perpétré par les Vietnamiens, qui exterminent systématiquement les Kampuchéens par la famine et par les armes chimiques et les armes classiques.

En 1985, l'agresseur vietnamien a recouru à un nouveau mode de génocide ; plusieurs centaines de milliers de Kampuchéens ont été pris dans des rafles menées dans toutes les provinces du pays et envoyés se faire tuer sur les champs de bataille dans le Kampuchea occidental.

Les années précédentes, les Vietnamiens avaient déjà pris de la même façon un grand nombre de personnes. Mais cette année, cette politique criminelle a pris des proportions qui dépassent l'imagination - elle est devenue un incroyable génocide.

La moitié de ces gens ont été ou tués ou blessés lorsque les Vietnamiens les ont forcés à traverser des champs de mines ou des zones de combats. Les survivants sont dans un état pitoyable et souffrent de dysenterie et surtout de malaria.

Il s'agit bien là d'une politique d'extermination systématique de la race kampuchéenne.

Parallèlement, l'agresseur vietnamien envoie et amène de manière organisée des citoyens vietnamiens s'installer au Kampuchea, conformément à sa politique qui consiste à annexer ce pays graduellement, morceau par morceau, avant de l'absorber complètement. Actuellement, le nombre des colons vietnamiens est passé de 600 000 à 700 000. Ils se sont installés sur les terres fertiles et sur les rives des lacs et des cours d'eau riches en poissons.

Nous condamnons avec la plus grande force cette politique vietnamienne qui vise à exterminer la race kampuchéenne et à absorber le territoire kampuchéen. Nous lançons un appel à l'opinion publique internationale pour qu'elle condamne sans réserve tous ces crimes commis par l'agresseur vietnamien, dont nous exigeons qu'il mette fin à de tels actes.

3. LA POLITIQUE DE GRANDE UNION NATIONALE

Pour la partie Kampuchea démocratique, la grande union des forces nationales contre l'agresseur vietnamien revêt un caractère sacré. Nous n'avons rien fait qui puisse porter atteinte à cette union. Nous avons tout mis en oeuvre pour accroître et renforcer les forces de celle-ci contre l'agresseur vietnamien et nous continuerons résolument à agir en ce sens.

Telle est la position fondamentale, inébranlable et stratégique de la partie Kampuchea démocratique.

Actuellement, le Viet Nam essaie d'avaler le Kampuchea. Même lorsqu'il aura été contraint de se retirer du Kampuchea, l'agresseur vietnamien poursuivra ses manoeuvres visant à avaler le Kampuchea. C'est pourquoi il faut qu'aujourd'hui nous soyons rassemblés dans une grande union nationale; par la suite, une fois que l'agresseur vietnamien aura été contraint de retirer ses forces du Kampuchea, nous resterons rassemblés au sein de cette grande union nationale.

Depuis 1982, nous avons le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, avec Samdech Norodom Sihanouk comme président du Kampuchea démocratique. Nous continuerons dans l'avenir à vouloir Samdech Norodom Sihanouk comme président du Kampuchea.

Nous ne sommes pas unis seulement au sein de la Coalition tripartite. En ce qui concerne les Kampuchéens qui ont été forcés par l'agresseur vietnamien à servir sa guerre comme soldats ou gardes d'autodéfense, ou à servir comme fonctionnaires dans l'appareil administratif vietnamien à tous les niveaux, nous cherchons aussi à les rallier et à les convaincre de se joindre à notre combat contre l'agresseur vietnamien.

Nous accueillerons de même tous les autres Kampuchéens, même ceux, Heng Samrin et ses partisans compris, qui se sont mis au service de l'agresseur vietnamien, pourvu qu'ils cessent de servir celui-ci.

Lorsque les Vietnamiens auront quitté le Kampuchea, nous considérerons tous ces Kampuchéens, même ceux qui étaient au service de l'agresseur vietnamien, à condition qu'ils choisissent de ne pas suivre l'agresseur et acceptent de vivre au sein de la société kampuchéenne, comme des citoyens ordinaires jouissant des mêmes droits économiques et politiques que tous les autres citoyens kampuchéens.

4. LE FUTUR REGIME DU KAMPUCHEA

A l'avenir, le Kampuchea aura :

- Dans le domaine économique, une économie de marché;
- Dans le domaine politique, un régime parlementaire.

Ce schéma a été défini compte tenu des caractéristiques géopolitiques de la région, où le Kampuchea est obligé de vivre à portée des griffes vietnamiennes. Le Viet Nam cherche à annexer le Kampuchea au territoire vietnamien et poursuit dans la région une stratégie d'agression et d'expansion. Par conséquent, le problème de la défense de la nation, de la race et du territoire kampuchéens se posera toujours.

Dans ces conditions,

- Premièrement, nous devons rester rassemblés dans la grande union nationale;
- Deuxièmement, nous avons besoin de l'appui de la majorité des peuples et des pays du monde.

5. POLITIQUE D'INDEPENDANCE, DE PAIX, DE NEUTRALITE ET DE NON-ALIGNEMENT

Le Kampuchea était autrefois un pays indépendant, pacifique, neutre et non aligné. Mais il a été victime de l'agression vietnamienne.

Après le retrait des troupes vietnamiennes, le Kampuchea reprendra sa politique d'indépendance, de paix, de neutralité et de non-alignement. Il aura avec tous les pays du monde, proches ou lointains, des relations fondées sur l'égalité et les cinq principes de la coexistence pacifique. Il n'acceptera pas que des bases militaires étrangères soient installées sur son territoire ou que des troupes militaires étrangères y soient stationnées.

Le Kampuchea serait profondément reconnaissant à l'Organisation des Nations Unies et à la communauté internationale de garantir sa neutralité.

6. LES FUTURES RELATIONS ENTRE LE KAMPUCHEA ET LE VIET NAM

Le Kampuchea n'a d'autre désir que celui de vivre en bons termes avec son voisin le Viet Nam pour que la paix règne dans les deux pays.

L'expérience prouve que lorsque le Viet Nam agresse le Kampuchea, les deux pays, Kampuchea et Viet Nam, subissent de lourdes pertes. Si le Viet Nam met fin à son agression contre le Kampuchea, l'un et l'autre pourront vivre en paix. La paix seule permettra au Kampuchea, comme au Viet Nam, d'assurer leur développement.

Une fois que les forces d'agression vietnamiennes se seront retirées du Kampuchea, nous signerons avec le Viet Nam, de bonne foi, un traité de coexistence pacifique, de non-agression et de respect mutuel, qui vaudra pour des dizaines, voire des centaines, d'années. Le Kampuchea ne demandera pas au Viet Nam de réparations en tant que victime de la guerre d'agression livrée par celui-ci.

7. LES RELATIONS DU KAMPUCHEA AVEC L'UNION SOVIETIQUE ET D'AUTRES PAYS DU PACTE DE VARSOVIE

Le Viet Nam agresse le Kampuchea en vue de l'annexer. Il poursuit dans la région une stratégie d'agression et d'expansion. Mais le Viet Nam n'est pas capable de continuer tout seul sa guerre d'agression contre le Kampuchea. Il ne peut le faire qu'avec l'aide de l'Union soviétique.

Il n'y a aucune raison pour que le Kampuchea ait l'Union soviétique comme ennemi. Le Kampuchea a besoin d'entretenir des relations amicales avec tous les pays du monde. Nous avons besoin de coexister avec l'Union soviétique et d'entretenir avec elle des relations fondées sur le respect mutuel et l'intérêt réciproque. Nous lui demandons seulement de cesser d'aider le Viet Nam, de façon que ce dernier ne puisse pas continuer sa guerre d'agression contre le Kampuchea.

Avec les autres pays du Pacte de Varsovie également, le Kampuchea a besoin de coexister et d'entretenir des relations fondées sur le respect mutuel et l'intérêt réciproque. Ces pays ont le droit souverain de choisir leur système politique et social. Le peuple kampuchéen est profondément attaché à la paix. Il ne veut la guerre avec aucun pays, et n'a pas les moyens de la faire. Mais le Viet Nam poursuit une guerre d'agression contre le Kampuchea. La communauté mondiale lui demande de se retirer du Kampuchea et il refuse de le faire. Cette guerre est un lourd fardeau également pour l'Union soviétique et d'autres pays du Pacte de Varsovie. Nous demandons à ces pays de cesser d'aider le Viet Nam à poursuivre sa guerre d'agression contre le Kampuchea.

Tous les points susmentionnés constituent la position fondamentale de la partie Kampuchea démocratique. Que la partie Kampuchea démocratique devienne ou non un parti politique dans notre nation, qu'elle partage ou non, après les élections les responsabilités au sein du gouvernement national, nous nous en tiendrons fermement à cette position politique.

Nous souhaitons pour conclure manifester notre profonde gratitude aux pays qui, dans leur écrasante majorité, partout dans le monde, ont clairement compris et soutenu les aspirations sacrées du peuple kampuchéen désireux de vivre en paix à l'intérieur de ses frontières actuelles, et qui n'ont cessé de demander au Viet Nam de mettre fin à son agression et de retirer toutes ses forces du Kampuchea.

Cet appui de l'écrasante majorité des pays du monde constitue une grande force qui, jointe à celle de la grande union nationale du peuple kampuchéen qui mène la lutte sur le terrain, permettra de résoudre rapidement le problème kampuchéen en obtenant le retrait total des forces vietnamiennes, afin que le Kampuchea puisse vivre en paix et que la paix et la stabilité règnent en Asie du Sud-Est, dans le reste de l'Asie et dans le Pacifique, ce qui contribuera ainsi au maintien de la paix et de la stabilité dans le monde.
